

ÉDITO Par Olivier le Bussy

## *La leçon grecque n'a pas été apprise*

Après huit années de crise et trois plans d'aide apportés par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, dont le montant cumulé est de 273 milliards d'euros, la Grèce cessera d'être un pays sous perfusion financière ce 20 août. La Commission européenne et les capitales de la zone euro se réjouiront que l'assistance apportée à la Grèce pendant près d'une décennie ait permis de conserver le pays dans la zone euro et de sauver la monnaie unique. A Athènes, on entendra le refrain de la souveraineté retrouvée de la Grèce, qui ne se verra plus dicter par ses créanciers les objectifs budgétaires à atteindre et les réformes à mener – le pays n'en restera pas moins sous étroite surveillance pour de longues années.

A y regarder de plus près, pourtant, la "résolution" de la crise grecque ressemble à s'y méprendre à un échec maquillé en succès. L'Europe n'est pas exempte de reproches. Elle regardait ailleurs, quand Athènes a maquillé ses comptes publics pour entrer dans la zone euro, en 2001, et n'a longtemps prêté qu'une attention distraite aux maux, profonds, de la Grèce: laxisme budgétaire, gabegie administrative, clientélisme... Quand il est

apparu, en 2010, que les problèmes grecs menaçaient la stabilité de la zone euro, l'UE et le FMI ont imposé un traitement de choc au patient grec, sous forme d'une sévère cure d'austérité et de paquets de réformes à adopter au pas de charge.

La méthode était brutale, elle a eu des effets délétères pour la population et même contre-productives pour l'économie grecque, déjà sous-performante. En huit ans, le produit intérieur brut grec s'est contracté de 25%; le taux de chômage avoisine toujours les 20%; les jeunes Grecs ont fui un pays où 48% des 15-24 ans sont menacés par la pauvreté. De plus, malgré le léger retour de la croissance et les aménagements prévus, le doute persiste quant à la soutenabilité de la dette grecque, proche de 180% du PIB. La Grèce est convalescente, mais loin d'être sortie d'affaire. La zone euro a quant à elle survécu à la plus grave crise de sa courte histoire, mais les dirigeants politiques continuent de reporter à demain le processus de consolidation et d'intégration. L'Union économique et monétaire est toujours insuffisamment armée pour faire face à un nouveau choc. C'est comme si la leçon grecque n'avait pas été apprise.